Le rêve de la République. La diaspora, l'exil, l'antifascisme des maçons italiens entre les deux guerres mondiales

*The Dream of the Republic. Diaspora, Exile, Anti-Fascism and Italian Freemasons
in the Interwar Period*

Fulvio Conti

Traducteur : Nicoletta Casano

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12914>

DOI : 10.4000/cdlm.12914

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2019

Pagination : 169-180

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Fulvio Conti, « Le rêve de la République. La diaspora, l'exil, l'antifascisme des maçons italiens entre les deux guerres mondiales », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 99 | 2019, mis en ligne le 01 juillet 2020, consulté le 04 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/12914> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.12914>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2021.

© Tous droits réservés

Le rêve de la République. La diaspora, l'exil, l'antifascisme des maçons italiens entre les deux guerres mondiales

The Dream of the Republic. Diaspora, Exile, Anti-Fascism and Italian Freemasons in the Interwar Period

Fulvio Conti

Traduction : Nicoletta Casano

Maçonnerie et républicanisme du *risorgimento* au fascisme

- ¹ La franc-maçonnerie italienne, après avoir été interdite pendant la période de la Renaissance car considérée comme un dangereux foyer de patriotes et de révolutionnaires, a été officiellement reconstituée en 1859, c'est-à-dire à la veille de l'unification nationale et de la proclamation du Royaume d'Italie. Dans les décennies à la charnière des XIX^e et XX^e siècles, la maçonnerie italienne avait une tendance politique démocratique, progressiste et potentiellement républicaine¹. Cependant, elle était tout d'abord reconnue en tant qu'association avec une connotation décidément légitimiste. En effet, elle s'identifiait à l'État unitaire construit après les guerres d'indépendance du *Risorgimento*. Elle a défendu l'État unitaire contre les attaques de l'Église catholique et de tous ses détracteurs et elle a développé un sentiment viscéral de patriotisme et de loyauté envers les institutions qui n'a jamais connu des hésitations ou des indécisions et qui l'a conduite à occulter même sa vocation internationaliste et universaliste. La nécessité de défendre l'État italien – enfin uni et indépendant – de tous ses ennemis signifiait que la forme monarchique qu'il avait adoptée n'avait jamais été sérieusement contestée par les dirigeants maçonniques².

- 2 Pourtant, le Grand Orient d'Italie – après avoir été pendant quelques mois de l'année 1864 sous les auspices de Garibaldi – à partir de 1870 jusqu'à la première guerre mondiale a été dirigé sans interruption par des grands maîtres de foi républicaine : Giuseppe Mazzoni (1870-1880) ; Giuseppe Petroni (1880-1885) ; Adriano Lemmi (1885-1896) ; Ernesto Nathan (1896-1904) ; Ettore Ferrari (1904-1917) ; Ernesto Nathan à nouveau de 1917 à 1919 ; puis de 1919 à 1925, Domizio Torrigiani, radical modéré, non étiqueté républicain, mais flanqué d'un grand maître adjoint, Giuseppe Meoni, qui en revanche était un dirigeant du Parti républicain italien³.
- 3 En réalité, il faut préciser que certaines de ces figures, lorsqu'elles sont devenues grands maîtres, avaient atténué leurs ardeurs républicaines. En 1870, Giuseppe Mazzoni a été élu député et il a été légalement contraint de prêter serment d'allégeance au roi ; en 1879 il a même été nommé sénateur du royaume. Adriano Lemmi, lors de sa grande maîtrise, était un ami proche du Premier ministre Francesco Crispi, qui était aussi un franc-maçon et ancien mazzinien. Au cas particulier, Crispi à partir de 1865 avait désavoué son passé républicain en formulant la phrase célèbre : « La monarchie nous unit, la République nous diviserait »⁴. Enfin Ernesto Nathan – dévoué à la mémoire de Mazzini – qui, cependant, depuis les dernières années du XIX^e siècle, avait désormais pris des positions radicales sans avoir complètement abandonné l'utopie de la république. En 1911, en sa qualité de maire de Rome, il avait présidé les cérémonies pour le « Jubilé de la nation », dans lequel il avait proposé une vision œcuménique et conciliatrice du *Risorgimento* dans le but de rassembler dans un cadre unifié les quatre créateurs de l'indépendance nationale : Vittorio Emanuele II, Cavour, Garibaldi et Mazzini⁵.
- 4 Les deux grands maîtres les plus marqués par les idéaux républicains ont été Giuseppe Petroni⁶ et Ettore Ferrari⁷. Le deuxième, qui avait été également député de 1882 à 1892, n'avait jamais voulu être présent au Parlement lorsque le roi prononçait le discours par lequel il ouvrait la législature. C'est justement sous la direction d'Ettore Ferrari que la maçonnerie – de la même manière et dans la même période qu'en France et en Espagne – a subi un changement substantiel en adoptant une tendance démocratique, correspondant à l'extraction sociale plus modeste de ses membres, la plupart appartenant, à partir de ce moment, à la classe moyenne des employés. L'assemblée constituante de 1906, en éliminant l'agnosticisme imposé par les anciens *landmarks* maçonniques, changeait aussi les constitutions du Grand Orient d'Italie en insérant une référence explicite au « principe démocratique dans les domaines politique et social ».
- 5 Giuseppe Mazzini personifie, en tant qu'enjeu mémoriel, cette relation contradictoire ou du moins imparfaitement cohérente entre républicanisme et franc-maçonnerie, à la charnière des deux derniers siècles. À partir de sa mort en 1872, la Maçonnerie s'est efforcée d'accréditer la thèse de son appartenance, bien que Mazzini n'ait jamais été affilié régulièrement à aucune loge. Au contraire, dès la fondation de la « Jeune Italie » en 1831, Mazzini avait marqué ses distances avec l'idéologie maçonnique d'une part, avec les organisations et les rituels symboliques de l'ordre d'autre part. Dans les *Devoirs de l'homme*, somme de sa pensée publiée en 1860, il écrivait sans ambages :

L'association doit être *publique*. Les associations secrètes, des armes de guerre légitime où il n'y a ni Patrie ni Liberté, sont illégales et elles peuvent être retirées du Pays, lorsque la Liberté est un droit reconnu, lorsque le Pays protège le développement et l'inviolabilité de la pensée. Si l'association doit ouvrir la voie au progrès, elle doit être soumise à l'examen et au jugement de tout le monde⁸.

- 6 Cependant Mazzini, même après 1860, tout en refusant d'en faire partie, n'a pas ostracisé la franc-maçonnerie et a vu en elle comme un outil utile pour atteindre ses objectifs. Il a accepté que plusieurs dirigeants républicains rentrent dans les loges, mais veillait à éviter toute confusion entre le mouvement républicain et la franc-maçonnerie sur le plan organisationnel. Et surtout il a souhaité que la direction du Parti, en perspective, reste fermement dans les mains de ceux qui étaient en mesure de préserver la pureté de l'idéal républicain, sans se rapprocher de la monarchie. Par contre, les francs-maçons étaient définitivement ralliés à ce rapprochement.
- 7 Après la mort de Mazzini, comme on le sait, le mouvement républicain a été divisé entre une aile intransigeante – fidèle gardienne de l'orthodoxie du maître – et une aile plus flexible et disponible, prête à saisir l'occasion que le système monarchique libéral lui offrait de participer au combat politique et d'être représentée au Parlement⁹. Presque tous les républicains qui étaient aussi membres de la franc-maçonnerie, à la seule exception peut-être de Federico Campanella, appartenaient à ce deuxième groupe : en plus des grands maîtres déjà mentionnés, il y avait Aurelio Saffi, Arcangelo Ghisleri, Salvatore Barzilai, Ubaldo Comandini, Eugenio Chiesa. Au contraire, certains des républicains les plus intransigeants refusèrent de franchir le seuil des loges. Il s'agit de Maurizio Quadrio, Vincenzo Brusco Onnis, Antonio Fratti, Felice Albani, Andrea Giannelli et Luigi Minuti.
- 8 Les relations entre la franc-maçonnerie et le parti républicain ont connu une période de fortes difficultés à partir de 1912. Les tensions nées depuis la guerre en Libye ont donné lieu à une fracture entre le groupe parlementaire – favorable à cette action au point de voter en faveur du décret d'annexion de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine – et la base du parti, qui gardait des positions intransigeantes et hostiles à n'importe quelle convergence avec le gouvernement royal¹⁰. Le congrès national du parti républicain qui a eu lieu à Ancône en 1912 a marqué la victoire du groupe intransigeant, dirigé par Giovanni Conti et Oliviero Zuccarini, sur la composante plus modérée de Salvatore Barzilai¹¹. À partir de ce moment, le parti a pris des distances avec la franc-maçonnerie : Pietro Nenni, alors directeur du journal *Lucifer*, compte parmi les détracteurs les plus sévères de l'organisation dont il dénonce la tendance constante au compromis avec les institutions et les forces politiques proches de la monarchie¹². D'où la crise de l'identité républicaine. Néanmoins, les républicains – qui ne s'étaient jamais confrontés avec la problématique de l'existence des associations annexes au parti – n'ont pas imité les socialistes jusqu'au point d'établir l'incompatibilité entre l'appartenance au parti et à la franc-maçonnerie¹³. Lorsque la question a été soulevée au Congrès d'Ancône en 1920 « dans le but d'arriver à une solution drastique semblable à celle du congrès socialiste, le bon sens a prévalu, l'esprit libre et tolérant des promoteurs eux-mêmes s'est réveillé et la délibération hostile n'a pas été prise »¹⁴.
- 9 Les portes des temples francs-maçons ont continué à s'ouvrir afin d'accueillir les républicains parmi les plus éminents, comme par exemple le député Eugenio Chiesa, qui a été initié au mois de mai 1913 à la loge « Propaganda massonica ». Élevé au grade de maître en 1918¹⁵, Chiesa en 1924 n'aurait pas hésité à dénoncer la collusion de nombreux francs-maçons avec le fascisme, concernant les trois millions de liras que certains d'entre eux auraient donné à Mussolini « sur fonds propres, sans que l'Ordre en ait pris connaissance »¹⁶. Un fait que nous sommes maintenant en mesure d'affirmer, en documentant le financement qui, au lendemain de la Marche sur Rome, a été donné aux fascistes de la part du franc-maçon Federico Cerasola qui a participé à l'événement

de Sansepolcro à Milan¹⁷. Eugenio Chiesa a été élu grand maître du Grand Orient d'Italie (GOI) en exil en 1930, après l'anéantissement de la franc-maçonnerie décrété par le fascisme¹⁸.

- 10 La montée du fascisme et le lancement des mesures liberticides de 1925 et 1926 (la loi sur les associations secrètes de novembre 1925 qui a décrété la dissolution des obédiences maçonniques et l'interdiction des partis démocratiques en novembre 1926) ont exacerbé les tensions et frictions qui s'étaient développées dans le passé entre les maçons et les sensibilités diverses du républicanisme. Les attaques de la part des milices fascistes appelées « *squadristi* » subies par les loges et les sièges du Parti républicain italien et par la suite l'expérience commune de l'exil¹⁹, vécue par les dirigeants des deux organisations, ont contribué à minimiser les divergences et ont cimenté à nouveau l'entente très étroite entre les *fuorusciti*, les « hors circuits », républicains et les maçons. Une collaboration qui aurait survécu à la chute du fascisme et à la fin de la seconde guerre mondiale. Ce qui aurait amené, après 1945, une bonne partie de la direction et des membres du parti républicain reconstitué à l'affiliation à la franc-maçonnerie.

Républicains et francs-maçons dans l'exil antifasciste

- 11 Les affiliés au Grand Orient d'Italie qui ont servi dans les rangs du *fuoruscitismo* et qui ont fusionné, en 1927, avec la Concentration de l'action antifasciste ont été nombreux et répertoriés²⁰. Parmi les partis et les mouvements qui ont donné naissance à cette organisation, les maçons étaient représentés par deux groupes : la Ligue italienne des droits de l'homme (Lidu) et le Parti républicain (PRI). La Lidu, fondée en France à la fin de 1922 par les premiers exilés antifascistes et avant de s'étendre dans les principaux pays d'émigration, était composée et dirigée principalement par des francs-maçons²¹. Parmi ceux-ci Luigi Campolonghi²² et Alceste De Ambris²³ qui ont respectivement occupé pour longtemps les charges de président et de secrétaire général ; ou le déjà cité Eugenio Chiesa qui a représenté la ligue dans l'exécutif de la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme ; ou encore le républicain Giuseppe Chiostergi²⁴ qui a été le plus grand promoteur de la Lidu en Suisse, et Mario Angeloni qui en a été un leader actif en France de 1932 à 1936. Ce dernier, né en 1896, était le fils d'un des leaders de la franc-maçonnerie de l'Ombrie, militant actif dans le mouvement républicain et l'une des figures les plus brillantes de l'antifascisme des années 1920 et 1930. À cause de ces activités, il a été déféré au Tribunal spécial, qui l'a condamné à un an de prison et à deux assignations au confinement. Exilé en France en 1932, il fut l'un des principaux dirigeants du parti républicain et du Grand Orient d'Italie en exil, avant qu'il décide de se précipiter en Espagne aux côtés de Carlo Rosselli, avec qui il a organisé et dirigé la première colonne des volontaires italiens. C'est d'ailleurs en Espagne et en combattant sur le front d'Aragon qu'il trouve la mort en août 1936²⁵.
- 12 En ce qui concerne le Parti républicain, il suffit de rappeler qu'au moment de sa reconstitution en exil – à Paris entre les mois de janvier et de février 1927 – quatre des sept membres qui composaient la direction du parti ont été affiliés au Grand Orient d'Italie : Eugenio Chiesa, Cipriano Facchinetti, Aurelio Natoli et Giuseppe Chiostergi. Et ceux qui ont été plus longtemps secrétaires du parti étaient également francs-maçons : à partir de juillet 1928 jusqu'à mars 1932, Facchinetti ; d'avril 1933 à mars 1934, Rondolfo Pacciardi et de mars 1934 à février 1935, Giuseppe Chiostergi. Lorsque les

fonctions de gestion étaient affectées à la section de Genève, Mario Angeloni et Facchinetti ont été les secrétaires de février 1935 à avril 1938 (pour Angeloni seulement jusqu'à sa mort survenue en août 1936), et encore Facchinetti et Pacciardi de juillet 1938 à janvier 1942²⁶.

- 13 Giuseppe Leti était également inscrit au parti républicain. Il était aussi un haut dignitaire du Grand Orient d'Italie et du Rite Ecossais et il est arrivé à Paris en 1927, après une courte période d'exil passé à Varsovie, où il a donné des conférences au siège local de la Société Dante Alighieri. Leti est l'un des principaux architectes de la reconstruction à Paris en janvier 1930 du Grand Orient d'Italie en exil. Cette reconstruction avait eu comme étape préparatoire, en novembre 1929, la fondation d'une loge appelée « Giovanni Amendola » qui a regroupé – autre que Leti – les habitués Chiesa, Facchinetti, Natoli et d'autres exilés antifascistes provenant du Parti républicain²⁷.
- 14 En 1929 à Paris, Facchinetti a été parmi les fondateurs de « Giustizia e Libertà »²⁸. À ses côtés, il y avait un autre franc-maçon bien connu, Francesco Fausto Nitti, arrière-petit-fils de l'ancien président du Conseil et co-auteur avec Carlo Rosselli et Emilio Lussu, au mois de juillet de cette même année, de l'évasion sensationnelle en bateau depuis l'île de Lipari, où les trois étaient confinés. Nitti, après avoir combattu en Espagne dans les formations républicaines, a fait partie de la Résistance française. Arrêté par les Allemands et déporté au camp de concentration de Dachau au mois de juin 1944, pendant le voyage, il a réussi à s'enfuir et à se mettre en sécurité²⁹.
- 15 Les liens étroits entre la franc-maçonnerie et les exilés républicains antifascistes sont clairement confirmés en octobre 1930, lors d'une assemblée parisienne du Grand Orient d'Italie dans le but d'élire le successeur d'Eugenio Chiesa, décédé au mois de juin. À cette occasion, Facchinetti, appuyé par Alberto Giannini – directeur de la feuille antifasciste satirique *Il Becco giallo* (avant de faire radicalement volte-face en 1934 pour se ranger parmi les partisans du régime mussolinien) – réussit à faire approuver un ordre du jour dans lequel le Grand Orient d'Italie, « indépendamment de tout conditionnement de la part du parti », déclarait la « nécessité de la conquête révolutionnaire des institutions républicaines » et s'engageait à « fonder ses actions sur ces idées »³⁰. Il vaut la peine de rappeler, en passant, que l'ex-syndicaliste révolutionnaire et ex-ministre Arturo Labriola a été élevé à la charge de grand maître³¹ (en réalité grand maître adjoint car Domizio Torrigiani grand maître effectif était confiné à l'île de Ponza) jusqu'à seulement décembre 1931, date de son remplacement par le médecin Alessandro Tedeschi, installé en France après de nombreuses années passées en Argentine³².
- 16 L'option explicite en faveur de la république a conduit certains membres de l'obédience maçonnique, comme Giuseppe Leti, à exprimer des critiques. Tout en convenant avec Facchinetti « que la seule action possible est la république et qu'en Italie même les plus anciens constitutionnalistes et monarchistes qui songent à l'abolition du fascisme sont devenus des républicains », Leti déclara clairement que « si on veut rester une obédience maçonnique on ne peut pas faire une politique socialiste ou républicaine. Plus précisément, si on ne peut pas la faire on ne peut pas la déclarer ; en un mot, les statuts de l'Ordre ne peuvent pas être ni changés ni rectifiés »³³. En bref, bien qu'il partageât intimement la profession de foi républicaine de Facchinetti, Leti n'alla pas jusqu'à enfreindre publiquement les Constitutions d'Anderson qui, depuis 1723, interdisaient aux loges de s'occuper de religion et de politique. Surtout il craignait que

ce choix ne rendît très difficile la possibilité pour le Grand Orient d'Italie en exil d'obtenir la reconnaissance de la part des autres obédiences maçonniques internationales.

- 17 Rondolfo Pacciardi n'a pas du tout eu des doutes similaires. En effet, dans l'entre-deux-guerres, il a incarné plus que d'autres le type du maçon républicain, engagé dans un activisme antifasciste implacable et constant qui l'a amené d'abord à mener une action intense en Suisse et en France de 1927 à 1936, puis de se couvrir de gloire en défendant la République espagnole. Finalement, en 1938, il effectua une tournée mémorable de propagande aux États-Unis, où il retourna en 1941 pour rejoindre la Mazzini Society et pour tenter de former une légion italienne qui puisse aller en Europe et lutter contre les nazis-fascistes³⁴. Pacciardi avait été initié en 1919, lorsqu'il avait vingt ans, dans une loge de Grosseto. Son affiliation a été régularisée par la loge « Eugenio Chiesa » de Paris, lors de la séance du 19 décembre 1937. Afin d'en souligner la valeur symbolique, la date officielle de cette régularisation a été anticipée au 8 mars 1937, jour de la bataille de Guadalajara pendant laquelle Pacciardi a excellé en sa qualité de commandant du bataillon italien Garibaldi. Lors de cette même séance, Pacciardi a été élevé au troisième grade maçonnique de maître, le dernier du rite symbolique, puis élevé au trentième degré du Rite Écossais en raison de sa longue mission de propagande aux États-Unis, où le réseau maçonnique de ce Rite devait avoir ultérieurement une grande importance³⁵. En effet Pacciardi, entre les mois de mars et mai 1938, a donné des dizaines de conférences dans les principales villes américaines (New York, Chicago, Detroit, Philadelphie, Los Angeles, San Francisco) y exaltant pour la cause de l'Espagne républicaine et de la lutte contre le fascisme. Il eut également l'occasion de visiter les loges de San Francisco, et, à New York, de rencontrer un homme politique-clé, en la personne du frère Fiorello La Guardia, maire de la ville.
- 18 La liste des dirigeants républicains maçons contraints à l'exil pourrait s'allonger encore. Emblématique, pour citer un dernier exemple, était le cas du déjà cité Giuseppe Chiostergi qui, à Genève – où il a été affilié à la loge « Fidélité et Prudence » à l'obédience de la Grande Loge Suisse Alpina – s'est engagé dans une activité intense dans les écoles italiennes, dans la Société Dante Alighieri et dans un camp d'été pour des enfants qui a accueilli des centaines d'enfants de travailleurs italiens en Suisse. Sa maison à Genève a souvent servi d'abri aux antifascistes fuyant l'Italie ou sur le point d'y faire retour pour des missions clandestines. Parmi ceux-ci, au printemps de 1929, on comptait aussi le futur président de la République italienne Sandro Pertini³⁶.

Épilogue

- 19 En conclusion, la question demeure de savoir quel était le principal héritage de cet activisme antifasciste maçonnique dans l'entre-deux-guerres, dans lequel des « frères » de foi républicaine ont été notamment engagés.
- 20 Comme je l'ai déjà mentionné, la réponse mettra en exergue la résorption des fractures ouvertes entre républicanisme et maçonnerie au tournant des deux derniers siècles. Le militantisme commun dans les rangs des organisations antifascistes de l'exil a rapproché les tenants des diverses sensibilités républicaines. À son tour, la mauvaise renommée qui entourait la dynastie des Savoie lourdement compromise avec le régime de Mussolini a finalement rendu impossible toute forme de collaboration avec les institutions monarchiques. Le Grand Orient d'Italie, qui commence à se reconstituer au

lendemain du 25 juillet 1943, a pris une option claire en faveur de la République, qui, cependant, ne s'est pas traduite dans une consigne de vote pour les francs-maçons à l'occasion du référendum du 2 juin 1946. Tout de même, le GOI n'a formellement pas été hostile à l'égard des « partisans de la monarchie ». Cependant, Guido Laj a affirmé en novembre 1945, lors de son discours inaugural en tant que grand maître, que l'idée monarchique ne devait pas permettre des « trahisons contre les libertés fondamentales »³⁷.

- 21 Dans les quinze premières années suivant la fin de la guerre, le Grand Orient du Palais Giustiniani a été dirigé par un groupe fortement orienté vers la gauche, constitué de membres ou de sympathisants des formations politiques allant du Parti communiste jusqu'au « *Uomo qualunque* ». De toute façon, la ligne de l'obédience a été dictée par le groupe dirigeant et elle a été caractérisée par une forte connotation antifasciste. Au début, cette ligne est demeurée une attitude rigide sur le sujet de l'épuration, et intransigeante dans la défense des valeurs laïques et anticléricales (l'effort de lutte contre l'approbation de l'article 7 de la Constitution a été dans ce sens particulièrement important).
- 22 Quant à la Grande Loge d'Italie de « Piazza del Gesù » – l'obédience fondée en 1910 par un groupe de frères qui ont quitté le GOI et immédiatement attachée à des positions plus conservatrices – après la chute du fascisme, elle a beaucoup lutté pour se regrouper autour d'un axe qui était en mesure de rassembler les différentes familles de la tradition écossaise. Au contraire, après la libération de Rome, le retour anodin de l'ancien souverain grand commandeur Raoul Palermi – désormais octogénaire et discrédité à cause de ses liens avec le régime passé (il a même été accusé d'avoir été un informateur de la police secrète Ovra³⁸) – déclenche une série de controverses et de divisions. Par conséquent, en avril 1945, on comptait au moins une douzaine d'agréations maçonniques italiennes – la plupart situées dans le centre-sud – qui se proclamaient les héritières légitimes de la Grande Loge d'Italie de « Piazza del Gesù »³⁹. Ce n'est pas le lieu ici de retracer en détail l'histoire complexe de ces agrégations, qui, comme l'écrit l'ancien dignitaire fasciste et maçon Michele Terzaghi « se sont battues [...] fraternellement entre elles, parfois en se mordant et souvent en luttant autour de l'os de la « régularité », ce qui fut un motif de discrédit et même de dérision, et dans tous les sens une cause de faiblesse »⁴⁰. Généralement, il suffit d'affirmer que ces agrégations se sont caractérisées par une politique plus modérée que celle du GOI – parfois même ouvertement philo-monarchique⁴¹ –, par un anti-communiste marqué, par un laïcisme moins prononcé qui, dans certains cas, allait vers des positions d'ouverture explicite à l'Église catholique.
- 23 Une documentation intéressante, bien que partielle, conservée aux Archives du Grand Orient d'Italie (une enquête à l'usage interne, à la veille de l'élection générale de 1953, par rapport aux plus de 5 300 affiliés) permet enfin d'arriver à une juste évaluation de l'orientation politique des membres de cette obédience au début des années 1950⁴². Avant tout, une prédilection écrasante à l'égard des partis laïcs mineurs et des listes libérales-démocratiques est confirmée. L'adhésion de plus de 80 % des frères du GOI s'adressait à ces groupes politiques. En particulier, le parti qui a réuni le plus d'adhérents parmi les maçons était précisément le Parti républicain. Ajoutés aux républicains « dissidents » – à savoir les groupes qui avaient pris une position critique à l'égard de la direction du Parti et du secrétariat de Oronzo Reale à cause de leur soutien à la nouvelle loi électorale majoritaire – ceux qui étaient inscrits au PRI ou ceux qui

avaient des sympathies plus ou moins explicites étaient plus de 30 %. Et d'ailleurs, juste après l'élection en février 1946 du nouveau comité exécutif du PRI qui comprenait quatre maçons sur sept (Randolfo Pacciardi, Ugo Della Seta, Cipriano Facchinetti et Arnaldo Azzi), Giovanni Conti – qui déjà en 1925 avait utilisé des expressions très sévères pour la confusion entre le militantisme républicain et la fraternité maçonnique – a parlé ouvertement de « subordination du Parti à la franc-maçonnerie »⁴³.

- 24 Ce nouveau cours progressiste choisi par le GOI est d'ailleurs confirmé par la présence en son sein de 500 socialistes, 96 « socialistes indépendants » et 74 communistes en dépit des incompatibilités proclamées et réaffirmées. La cause laïque et la rupture avec le monde catholique demeuraient très nettes, aussi dans sa projection politique : parmi les 5 349 membres des loges du GOI, seulement sept s'étaient déclarés partisans des démocrates-chrétiens. Situation résultant naturellement des options affichées plusieurs années durant la Maçonnerie en faveur de la laïcité de l'État et contre tout confessionnalisme. Ce constat met aussi en lumière la difficulté du Grand Orient à concilier l'alliance centriste qu'il prônait entre partis laïcs et Démocratie Chrétienne avec sa propre tradition anticléricale et progressiste. Les gouvernements de De Gasperi n'ont été acceptés que dans la logique du positionnement atlantique et occidental du Pays et pour la défense des libertés civiles et démocratiques contre toute perspective totalitaire et non libérale. On a continué pourtant – et les données sur les tendances politiques des membres le témoignent – à garder un canal ouvert avec le parti socialiste (en raison de l'anticléricalisme commun) et en partie aussi avec le parti communiste.
- 25 Ce cadre a radicalement changé dans les années 1960 pendant la grande maîtrise de Giordano Gamberini et dans un scénario social et politique différent. Le pontificat de Jean XXIII et le Concil Vatican II ont créé les conditions d'un apaisement du conflit séculaire entre la franc-maçonnerie et l'Église catholique. Ceci a également permis l'établissement d'une relation moins conflictuelle avec les démocrates-chrétiens, tandis que l'avènement du centre-gauche a permis de nouer des liens plus étroits entre le GOI et le parti socialiste, désormais réintégré dans le circuit gouvernemental et institutionnel. En tout cas, au cours de ces années, l'axe politique de la franc-maçonnerie italienne s'est déplacé à droite : l'anticléricalisme et l'antifascisme n'étaient plus, comme dans l'immédiat après-guerre, les valeurs de référence de l'appartenance à la franc-maçonnerie. En effet, pendant la montée des tensions de la guerre froide, ces valeurs ont été remplacées par des idéaux de patriotisme institutionnel et de défense rigide de l'option atlantique. Dans un contexte socio-politique profondément marqué par les transformations du « miracle économique », par l'avancée électorale du Parti communiste, par la radicalisation du conflit syndical et par l'émergence de mouvements collectifs de masse, une lecture maximaliste de l'identification traditionnelle avec l'État et avec la Patrie a parfois prévalu dans la maçonnerie. De la même manière on peut parler d'une propension à céder sur la défense intransigeante des valeurs démocratiques dans le but de préserver le *statu quo* et d'arrêter le changement. C'est dans ces conditions que le projet de Licio Gelli et de la Loge P2 a pu prospérer.

NOTES

1. Voir Fulvio Conti, « Fidèles à Mazzini. Républicains et francs-maçons dans l'Italie libérale », dans Luis P. Martin, Jean-Paul Pellegrinetti et Jérémy Guedj (dir.), *La République en Méditerranée. Diffusions, espaces et cultures républicaines en France, Italie et Espagne (XVIII^e-XX^e siècles)*, Actes du colloque de Nice (1^{er}-2 octobre 2009), Paris, L'Harmattan, 2012, p. 119-139 ; *id.*, « Pratiques politiques et franc-maçonnerie au XX^e siècle en Italie », dans Christine Gaudin et Eric Saunier (dir.), *Franc-maçonnerie et histoire : bilan et perspectives*, Actes du Colloque international (Rouen, 14-16 novembre 2001), Rouen, Publications des Universités de Rouen et du Havre, 2003, p. 223-241. Pour un regard d'ensemble voir *id.*, *Storia della massoneria italiana. Dal Risorgimento al fascismo*, Bologne, Il Mulino, 2003.
2. Voir Fulvio Conti, « Les liturgies de la patrie. Franc-maçonnerie et identité nationale dans l'Italie unie », dans Luis P. Martin (dir.), *Les francs-maçons dans la cité. Les cultures politiques de la Franc-maçonnerie en Europe, XIX^e-XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000, p. 77-96 ; *id.*, « Laïcité et légitimation de l'État dans l'Italie libérale : le rôle de la Franc-maçonnerie », dans Patrick Fournier, Jean-Philippe Luis, Luis P. Martín et Natividad Planas (dir.), *Institutions & représentations du politique. Espagne, France, Italie, XVII^e-XX^e siècles*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2006, p. 199-207.
3. Sur Torrigiani voir Fulvio Conti (dir.), *La massoneria italiana da Giolitti a Mussolini. Il gran maestro Domizio Torrigiani*, Rome, Viella, 2014 ; sur Meoni voir Guglielmo Adilardi, *Giuseppe Meoni (1879-1934). Un maestro di libertà*, Florence, Angelo Pontecorboli Editore, 2011.
4. Voir Fulvio Conti, « Republicanismo e maçnaria na Itália unida : Giuseppe Mazzini, Giuseppe Mazzoni e Adriano Lemmi », dans Armando Malheiro da Silva, Maria Luiza Tucci Carneiro et Stefano Salmi (coord.), *República, Republicanismo e Republicanos. Brasil, Portugal, Itália*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2011, p. 403-424. Voir aussi *id.*, « Mazzoni, Giuseppe », dans *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 72, Rome, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2008, consultable en ligne : [http://www.treccani.it/enciclopedia/giuseppe-mazzoni_\(Dizionario-Biografico\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/giuseppe-mazzoni_(Dizionario-Biografico)/) et *id.*, « Lemmi, Adriano », dans *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 64, Rome, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2005, consultable en ligne : [http://www.treccani.it/enciclopedia/adriano-lemmi_\(Dizionario-Biografico\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/adriano-lemmi_(Dizionario-Biografico)/).
5. Sur Ernesto Nathan existe une large bibliographie. Pour une synthèse voir Fulvio Conti, « Nathan, Ernesto », dans *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 77, Rome, Istituto della Enciclopedia Italiana, 2012, consultable en ligne : [http://www.treccani.it/enciclopedia/ernesto-nathan_\(Dizionario-Biografico\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/ernesto-nathan_(Dizionario-Biografico)/).
6. Sur Giuseppe Petroni voir Romano Ugolini et Vincenzo Pirro (dir.), *Giuseppe Petroni. Dallo Stato pontificio all'Italia unita*, Naples, Edizioni scientifiche italiane, 1991 et Anna Maria Isastia, « Giuseppe Petroni e la R.L. "Universo" di Roma », dans *id.*, *Uomini e idee della massoneria. La massoneria nella storia d'Italia*, Rome, Atanòr, 2001, p. 21-52.
7. Sur Ferrari voir Anna Maria Isastia (dir.), *Il progetto liberal-democratico di Ettore Ferrari. Un percorso tra politica e arte*, Milan, FrancoAngeli, 1997.
8. Je cite à partir de l'édition des *Doveri dell'Uomo*, éditée par Guglielmo Macchia, Rome, Camera dei Deputati, 1972, p. 107-108.
9. Voir Giovanni Spadolini, *I repubblicani dopo l'Unità*, Florence, Le Monnier, 1980 et *L'Italia repubblicana*, Rome, Newton Compton, 1988 ; Maurizio Ridolfi, *Il partito della Repubblica. I repubblicani in Romagna e le origini del Pri nell'Italia liberale (1872-1895)*, Milan, FrancoAngeli, 1989.
10. Voir Marina Tesoro, *I repubblicani nell'età giolittiana*, Florence, Le Monnier, 1978.
11. À propos de Barzilai voir Emilio Falco, *Salvatore Barzilai, un repubblicano moderno tra massoneria e irredentismo*, Rome, Bonacci, 1996.

12. Voir Pietro Nenni, « Massoneria e partito. Dalla tattica ai principi », *L'Iniziativa*, 13 avril 1914. Sur cette étape de l'engagement politique de Nenni, voir Marco Severini, *Nenni il sovversivo. L'esperienza a Jesi e nelle Marche (1912-1915)*, Venise, Marsilio, 2007.
13. Sur les rapports entre franc-maçonnerie et socialisme voir Marco Novarino, *Tra squadra e compasso e Sol dell'avvenire. Influenze massoniche sulla nascita del socialismo italiano*, Turin, Università Popolare di Torino, 2013, et *Compagni e liberi muratori. Rapporti tra socialismo e massoneria dalla nascita del PSI allo scoppio della grande guerra (1892-1914)*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2015.
14. Giovanni Conti, *La massoneria e il partito repubblicano*, Rome, Libreria Politica Moderna, 1925, p. 3-4.
15. Chiesa a été élevé au grade de maître le 4 novembre 1918, à savoir le jour qui a déterminé pour l'Italie la victoire à la fin de la guerre contre l'Autriche. Dans sa lettre de remerciement qu'il a adressée au grand maître Ernesto Nathan il a écrit : « Je reçois de votre part, très Illustre Frère, la nouvelle de mon élévation au grade de maître. La famille de la loge "Propaganda" connaît mon dévouement au devoir commun de la fraternité et elle peut compter sur mon engagement pour le développement de notre idée. Ceci est une journée de joie pour la Patrie, et ce fait rend encore plus précieux à mon égard l'honneur que je reçois en ce moment ». La lettre, portant la date du 7 novembre 1918, est conservée à l'Institut historique de la Résistance Toscane de Florence, *Archivio Domizio Torrigiani*, série II, *Carteggio di Ernesto Nathan*, fasc. 3, ins. 19.
16. Eugenio Chiesa, *La mano nel sacco. Osservazioni per La Voce Repubblicana*, Rome, Libreria politica moderna, 1925, p. 6. Ce pamphlet est reproduit dans *id.*, *Scritti e discorsi, 1893-1929*, édité par Fulvio Conti et Sheyla Moroni, Florence, Centro Editoriale Toscano, 2003.
17. Voir Fulvio Conti, « Massoneria e fascismo : dalla marcia su Roma alla legge sulle associazioni segrete », dans *id.* (dir.), *La massoneria italiana da Giolitti a Mussolini...*, *op. cit.*, p. 85-108. Sur ce sujet voir parmi les contributions les plus significatives : Gianni Vannoni, *Massoneria, fascismo e Chiesa cattolica*, Rome-Bari, Laterza, 1980 ; Aldo Alessandro Mola, *Storia della Massoneria italiana dalle origini ai nostri giorni*, Milan, Bompiani, 1992 ; Gerardo Padulo, « Contributo alla storia della massoneria da Giolitti a Mussolini », *Annali dell'Istituto italiano per gli studi storici*, n° 8, 1983-1984, p. 209-347 ; Ferdinando Cordova, « Massoneria e fascismo », dans Anna Maria Isastia (dir.), *Il progetto liberal-democratico di Ettore Ferrari...*, *op. cit.*, p. 114-130.
18. Voir Aldo Alessandro Mola, *Il Grande Oriente d'Italia dell'esilio (1930-1938)*, Rome, Erasmo, 1983 et Santi Fedele, *La massoneria italiana nell'esilio e nella clandestinità, 1927-1939*, Milan, FrancoAngeli, 2005.
19. Parmi ceux qui ont subi la condamnation au confinement, étaient le grand-maître Domizio Torrigiani et le grand maître adjoint Giuseppe Meoni. Sur le premier voir Camilla Poesio, « Un gran maestro al confino (1927-1932) », dans Fulvio Conti (dir.), *La massoneria italiana da Giolitti a Mussolini...*, *op. cit.*, p. 165-178. Sur le deuxième, journaliste du *Messaggero* de Rome et membre du Parti républicain voir Guglielmo Adilardi, *Giuseppe Meoni (1879-1934)...*, *op. cit.*
20. Sur la concentration antifasciste voir Santi Fedele, *Storia della Concentrazione antifascista, 1927-1934*, Milan, Feltrinelli, 1976. Sur l'exil en France et en Belgique des antifascistes francs-maçons voir Anne Morelli, « Les exilés antifascistes italiens et la franc-maçonnerie », *Revue belge d'histoire contemporaine*, n° 1-2, 1986, p. 3-34 ; André Combes, « Les maçons italiens réfugiés en France (1925-1939) », *Chroniques d'histoire maçonnique*, n° 60, 2007, p. 53-67 ; Nicoletta Casano, *Libres et persécutés. Francs-maçons italiens en exil pendant le fascisme (France et Belgique)*, Paris, Classiques Garnier, 2015.
21. Plusieurs études ont été consacrées à la Lidu par Éric Vial, parmi lesquelles il faut signaler « La Ligue italienne des droits de l'homme (LIDU), de sa fondation à 1934 », dans Pierre Milza (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, École Française de Rome, 1986, p. 407-430, et « La Ligue française des droits de l'homme et la LIDU, son homologue italienne, organisation d'exilés antifascistes dans l'entre-deux-guerres », *Le mouvement social*, avril 1998, p. 119-134. Voir aussi Marco Novarino, « Repubblicani, massoni e movimento per i diritti umani alla fine degli

- anni Venti », *Bollettino della Domus mazziniana*, n° 1, 1994, p. 25-39, et « Hiram in esilio. Rapporti e convergenze tra massoneria e repubblicanesimo nell'emigrazione antifascista », dans Marco Novarino (dir.), *L'Italia delle minoranze. Massoneria, protestantesimo e repubblicanesimo nell'Italia contemporanea*, Turin, Edizioni Età dell'Acquario, 2003, p. 115-142.
22. Voir Antonino Baglio, « Luigi Campolonghi et la Ligue italienne des droits de l'homme », dans Donatella Cherubini et Marta Petricoli (dir.), *Pour la Paix en Europe. Institutions et société civile dans l'entre-deux-guerres*, Berne, Peter Lang, 2007, p. 341-365, aussi « Campolonghi, la LIDU e la lotta per la pace », dans Antonio Baglio, Santi Fedele et Vincenzo Schirripa, *Per la pace in Europa : istanze internazionaliste e impegno antifascista*, Messine, Università degli Studi di Messina, 2007, p. 141-225.
23. Voir Enrico Serventi Longhi, *Alceste De Ambris. L'utopia concreta di un rivoluzionario sindacalista*, Milan, FrancoAngeli, 2011.
24. Voir Santi Fedele, « Giuseppe Chiostergi e l'organizzazione dell'antifascismo in esilio », *Archivio trimestrale*, vol. 5, n° 4, 1979, p. 585-596.
25. Voir Éric Vial, « Mario Angeloni e la Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo », *Archivio trimestrale*, 1987, p. 495-519 et Luciana Brunelli et Gianfranco Canali, *L'antifascismo umbro e la guerra civile di Spagna*, Perugia-Foligno, Isuc-Editoriale Umbra, 1992, p. 132-134.
26. Voir Santi Fedele, *I repubblicani in esilio nella lotta contro il fascismo (1926-1940)*, Florence, Le Monnier, 1989.
27. Voir Santi Fedele, *La massoneria italiana nell'esilio...*, op. cit., p. 35-36. Sur Leti voir Francesco Leti, *Giuseppe Leti, mio padre*, Città della Pieve, Tip. Dante, 1952.
28. Voir Aldo Alessandro Mola, « La massoneria e Giustizia e Libertà », dans Lamberto Mercuri et Giancarlo Tartaglia (dir.), *Il Partito d'Azione dalle origini all'inizio della Resistenza armata*, Rome, FIAP, 1985, p. 313-378. Voir aussi *Giustizia e Libertà nella lotta antifascista e nella storia d'Italia*, *Atti del Convegno internazionale (Firenze, 10-12 giugno 1977)*, Florence, La Nuova Italia, 1978, et Simone Neri Serneri, *Democrazia e Stato. L'antifascismo liberaldemocratico e socialista dal 1923 al 1933*, Milan, FrancoAngeli, 1989.
29. Voir Gian Biagio Furiozzi, « Massoneria e antifascismo in Francesco Fausto Nitti », dans *id.*, *Massoneria e politica*, Pérouse, Morlacchi, 2012, p. 125-136.
30. Santi Fedele, *La massoneria italiana nell'esilio...*, op. cit., p. 69.
31. Sur Arturo Labriola je ne cite que mon article dans *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 62, Rome, Istituto della Enciclopedia italiana, 2004, consultable en ligne : [http://www.treccani.it/enciclopedia/arturo-labriola_\(Dizionario-Biografico\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/arturo-labriola_(Dizionario-Biografico)/). Voir aussi Nicoletta Casano, *Libres et persécutés...*, op. cit.
32. Voir Santi Fedele, *Alessandro Tedeschi Gran maestro dell'esilio*, Bologne, Il Mulino, 2008.
33. Je tire ces citations de Santi Fedele, *La massoneria italiana nell'esilio...*, op. cit., p. 69.
34. Voir Alessandra Baldini et Paolo Palma, *Gli antifascisti italiani in America (1942-1944). La « Legione » nel carteggio di Pacciardi con Borghese, Salvemini, Sforza e Sturzo*, Florence, Le Monnier, 1990 ; Paolo Palma, *Una bomba per il duce. La centrale antifascista di Pacciardi a Lugano (1927-1933)*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2003 ; *id.*, *Randolfo Pacciardi. Profilo politico dell'ultimo mazziniano*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2012.
35. Voir Aldo Alessandro Mola, « Pacciardi massone : iniziazione all'antitotalitarismo », *Annali del Centro Pannunzio*, 2001, p. 139-150.
36. Voir Santi Fedele, « Giuseppe Chiostergi... », art. cit., et Elisa Signori et Marina Tesoro, *Il verde e il rosso. Fernando Schiavetti e gli antifascisti nell'esilio fra repubblicanesimo e socialismo*, Florence, Le Monnier, 1987, en particulier p. 262-366.
37. Guido Laj, *Discorso pronunciato all'Assemblea nazionale massonica nell'assumere l'ufficio di gran maestro dell'Ordine*, 19 novembre 1945, s. l., s. n., 1945, p. 9.
38. Voir Mimmo Franzinelli, *I tentacoli dell'Ovra. Agenti, collaboratori e vittime della polizia politica fascista*, Turin, Bollati Boringhieri, 1999, p. 134 et 672. Pour un profil de la personne voir Giovanni Maria Tonlorenzi, *Raoul Vittorio Palmeri. Tra massoneria e fascismo*, Bari, Ed. Giuseppe Laterza, 2004

et mon article dans *Dizionario biografico degli italiani*, op. cit., 2014, vol. 80, consultable également en ligne : [http://www.treccani.it/enciclopedia/raoul-vittorio-palermi_\(Dizionario_Biografico\)/](http://www.treccani.it/enciclopedia/raoul-vittorio-palermi_(Dizionario_Biografico)/).

39. Voir Michele Moramarco, *Piazza del Gesù (1944-1968). Documenti rari e inediti della tradizione massonica italiana*, Reggio Emilia, Centro Studi Albert Schweitzer, 1992 et Luigi Pruneti, *La tradizione massonica scozzese in Italia. Storia del Supremo Consiglio e della Gran Loggia d'Italia degli A.L.A.M. Obbedienza di Piazza del Gesù dal 1805 ad oggi*, Rome, Edimai, 1994.

40. Michele Terzaghi, *Fascismo e massoneria*, Milan, Editrice Storica, 1950, p. 143.

41. Selon Andrea Ungari, « sans doute, en effet, une partie des mouvements monarchistes nés en 1944 est directement issue des nombreuses loges dans lesquelles la maçonnerie italienne était divisée » (*In nome del re. I monarchici italiani dal 1943 al 1948*, Florence, Le Lettere, 2004, p. 81).

42. Pour un approfondissement voir Fulvio Conti, « Massoneria e liberali nel secondo dopoguerra (1943-1958) », dans Giampietro Berti, Eugenio Capozzi et Piero Craveri (dir.), *I liberali italiani dall'antifascismo alla Repubblica*, vol. II, Soveria Mannelli, Rubbettino, 2010, p. 543-575.

43. Cette phrase est tirée d'une lettre de Giovanni Conti à Giulio Andrea Belloni du 25 février 1946 qui est citée dans Alessandro Spinelli, *I repubblicani nel secondo dopoguerra (1943-1953)*, Ravenna, Longo, 1998, p. 53.

RÉSUMÉS

Dans l'Italie unifiée, de 1861 à 1924, républicanisme et franc-maçonnerie vont souvent de pair. En 1925, le fascisme s'engage sur la voie du totalitarisme et bannit la franc-maçonnerie. Fidèles à leur idéal républicain, de nombreux francs-maçons sont alors contraints à l'exil en Europe (principalement en France, en Belgique et en Suisse) et aux États-Unis. Comptant parmi les promoteurs des premières organisations antifascistes, certains d'entre eux participent comme volontaires à la guerre d'Espagne. Après 1945, la refondation de la franc-maçonnerie italienne s'opère sur des bases républicaines et antifascistes.

In unified Italy, from 1861 to 1924, Republicanism was often associated with Freemasonry. In 1925, as Fascism drifted towards totalitarianism, Freemasonry was banned. Faithful to their Republican ideals, many Freemasons were forced to emigrate to Europe (mostly France, Belgium and Switzerland) and to the United States. These exiles included the leaders of the first anti-fascist organizations, some of whom took part in the Spanish Civil War as volunteers. After 1945, Italian Freemasonry was rebuilt on Republican and anti-fascist foundations.

INDEX

Keywords : diaspora, exil, antifascism, freemasonry, Republic, Italy

Mots-clés : diaspora, exil, antifascisme, franc-maçonnerie, république, Italie

AUTEURS

FULVIO CONTI

Fulvio Conti est professeur de histoire contemporaine à l'Université de Florence. Il a été professeur invité à l'École Normale Supérieure (2011) et à l'EHSS (2013). Co-éditeur de la revue *Memoria e Ricerca*. Il a publié de nombreux ouvrages sur la Franc-maçonnerie italienne, notamment : *Storia de la massoneria italiana. Dal Risorgimento al fascismo* (2003) et *Massoneria e religioni civili. Cultura laica e liturgie politiche fra XVIII e XX secolo* (2008).